

Le Président

Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président de Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la Métropole
107 boulevard Henri Fabre
CS 30536
83041 Toulon Cedex 9

Affaire suivie par : Arnaud TOSTIVINT
Direction des infrastructures et de la mobilité
Pôle territorial Provence Méditerranée
☎ : 04 83 95 17 21
Nos réf : D25-03057
Vos réf : DPTPUF JPG/VP/CM/PG/AM/IG n°43-2025

Toulon, le - 8 AOUT 2025

Monsieur le Président,

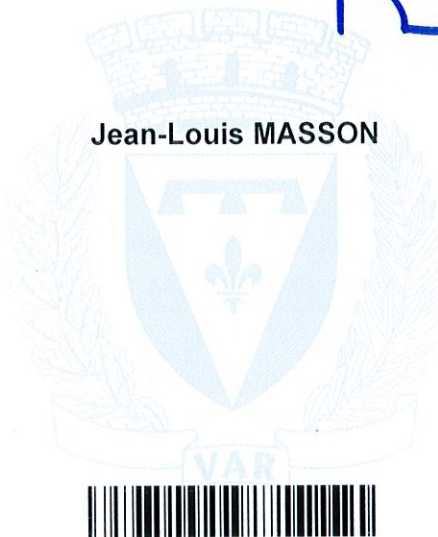
Par courrier reçu le 16 mai 2025, vous avez transmis au Département, pour avis, le projet de règlement local de publicité intercommunal arrêté par votre conseil.

J'émetts un avis favorable sur ce règlement local de publicité intercommunal, avec les réserves jointes en annexe.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma haute considération.

R à h'

Jean-Louis MASSON



**Observations du Département
sur le projet de RLPi de la métropole Toulon Provence Méditerranée**

- Arrêtés de limite d'agglomération

Les arrêtés de limite d'agglomération annexés ne semblent pas être à jour. En effet, les services du Département relèvent des incohérences entre la réalité du terrain et les prescriptions des arrêtés, notamment sur les routes départementales suivantes :

- Ollioules : RD N8 et RD 11,
- Six-Fours-les-Plages : les RD 616 et 2016 sont manquantes,
- La Valette-du-Var : RD 97,
- La Seyne-sur-Mer : RD 16,
- La Crau : RD 76.

De même, la carte située page 44 du rapport de présentation semble ne pas correspondre à la réalité du terrain.

- Règlement

Il serait pertinent de rappeler dans les dispositions générales que :

- le présent règlement ne se substitue pas aux autres législations et réglementation en vigueur telles que le code de la route, le code de la voirie routière et le règlement départemental de voirie,
- la publicité est interdite hors agglomération,
- tout dispositif ancré au sol doit faire l'objet d'une permission de voirie délivrée par le gestionnaire de la voie.

Par ailleurs, il conviendrait de préciser que :

- les dimensions relatives aux saillies sont indiquées sous réserve des arrêtés en vigueur fixant les saillies maximales autorisées,
- l'implantation des dispositifs et mobilier urbain doit respecter la réglementation relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Enfin, il peut être utile de préciser qu'à défaut d'entretien ou de remise en état des lieux par les publicitaires, les clients pourront être mis en demeure de procéder à l'entretien des dispositifs.
